



Numéro PPQ/9519

jeudi 16 juin 2016

Les grands titres:

- Mali : l'envoyé de l'ONU dénonce la lenteur de la mise en œuvre de l'accord de paix
- Daech est en train de commettre un génocide contre les Yézidis, selon l'ONU
- Haïti : le chef de l'ONU s'inquiète de l'incertitude politique
- Des célébrités se joignent à une campagne du HCR appelant les gouvernements à agir pour aider les réfugiés
- Bahreïn : Ban Ki-moon s'inquiète de la tendance actuelle à museler l'opposition
- Le chef de l'ONU encourage les autorités de Guinée à accélérer les progrès vers la consolidation de la paix
- A Saint-Pétersbourg, Ban Ki-moon appelle la Russie à poursuivre ses réformes pour une économie durable
- Burundi : l'ONU débloque des fonds pour tenter de résoudre la crise par le dialogue
- Les organisations de producteurs forestiers et agricoles sont les moteurs du développement durable, selon la FAO
- Combattre la désertification : protéger la Terre, remettre les sols en état, mobiliser les populations

Mali : l'envoyé de l'ONU dénonce la lenteur de la mise en œuvre de l'accord de paix



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, passe en revue des Casques bleus de la Mission. Photo : MINUSMA

16 juin - Lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation au Mali, le Représentant spécial du Secrétaire général pour ce pays, Mahamat Saleh Annadif, a dénoncé mercredi la lenteur de la mise en œuvre de l'accord de paix, un an après sa signature.

« Depuis votre visite de mars dernier au Mali, l'évolution de la situation demeure malheureusement toujours préoccupante », a-t-il dit à l'adresse des membres du Conseil lors de cette réunion à laquelle participait une délégation du Mali, conduite par le Premier ministre Modibo Keita.

« Un an après la signature de l'accord de paix, force est de constater que ni les signataires, moins encore la médiation internationale, ne sont satisfaits du rythme d'exécution de sa mise en œuvre. Cette lenteur qui est difficilement compréhensible est en train de compromettre tout le processus, notamment la mise en place des patrouilles mixtes », a-t-il ajouté. « Alors que l'accord est un tout, depuis un certain temps, le débat semble le réduire à la mise en place des Administrations intérimaires qui malheureusement tardent à s'opérationnaliser ».

M. Annadif, qui a pris ses fonctions en janvier 2016, a souligné que la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) restait pleinement engagée dans ce dossier et qu'elle faisait constamment usage de ses bons offices et autres leviers en sa possession.



« Toutefois, il est évidemment clair que c'est aux parties qu'incombe le devoir d'honorer leurs engagements. C'est à elles de faire de l'accord de paix et de réconciliation une réalité », a-t-il dit.

Le Représentant spécial a noté que la situation sécuritaire s'était notablement dégradée ces dernières semaines. Depuis son déploiement en 2013, la MINUSMA détient le palmarès de la Mission la plus meurtrière des missions des Nations Unies actuellement déployées. De février à mai 2016, 19 Casques bleus ont été tués suite à des actions terroristes dont 12 pour le seul mois de mai.

« Depuis les récentes attaques, la MINUSMA a pris un certain nombre de mesures pour être plus proactive et afin de gagner en efficacité et en réactivité », a souligné M. Annadif.

Malgré ce contexte, le Représentant spécial a relevé des signes d'espoir au regard de la situation de 2012. Il a ainsi noté le respect du cessez-le-feu par toutes les parties maliennes signataires de l'accord de paix, la poursuite des efforts consentis par le gouvernement malien dans la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel solide, et enfin le fait qu'en matière de cantonnement, près de huit sites sont presque achevés.

Selon M. Annadif, il est absolument crucial de renforcer la confiance mutuelle entre les parties signataires. « Plus on accumule du retard dans la mise en œuvre de l'accord et la prise en charge réelle de ces défis, plus l'on risque de voir le processus de paix se fragiliser davantage », a-t-il dit.

Aussi, il a estimé qu'une posture renforcée de la MINUSMA s'imposait. Selon lui, il est nécessaire d'accroître les capacités à la fois de la force et de la police en termes de personnel, d'équipements et de couverture aérienne. « Il faudrait, par ailleurs, davantage expliciter que le mandat de la Mission l'autorise à mener des opérations proactives et préventives pour s'acquitter de ses responsabilités en termes de protection des civils et de son personnel », a-t-il ajouté.

Daech est en train de commettre un génocide contre les Yézidis, selon l'ONU



Des réfugiés yézidis dans un camp de réfugiés. Photo UNICEF/Razan Rashidi

16 juin - L'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), appelé aussi Daech, est en train de commettre un génocide contre les Yézidis, une minorité religieuse, selon un rapport publié par la Commission d'enquête des Nations Unies sur la Syrie.

« Le génocide a eu lieu et se poursuit », a déclaré Paulo Pinheiro, le président de la Commission d'enquête. « Daech a soumis chaque femme, chaque enfant, ou chaque homme yézidi qu'il a capturé aux pires atrocités ».

Le rapport intitulé 'They Came to Destroy: ISIS Crimes Against the Yazidis' (Ils sont venus détruire : les crimes de Daech contre les Yézidis) a également déterminé que les abus commis par Daech contre les Yézidis constituent des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

Dans le cadre du mandat de la Commission, le rapport se concentre sur les violations commises contre les Yézidis en Syrie, où des milliers de femmes et de filles sont toujours détenues en captivité et victimes d'abus, souvent traitées comme des esclaves. La Commission d'enquête examine également comment le groupe terroriste a transféré de force des Yézidis en Syrie après avoir lancé ses attaques sur la région de Sinjar dans le nord de l'Iraq, le 3 août 2014.

Les conclusions de la Commission sont basées sur des entretiens avec des victimes,

des chefs religieux, des passeurs, des militants, des avocats, du personnel médical, et des journalistes, ainsi que de nombreux documents, qui corroborent les informations recueillies par la Commission.

Selon la Commission d'enquête, Daech a cherché et continue de chercher à détruire les Yézidis de diverses manières. Les hommes et les garçons yézidis de plus de 12 ans sont séparés du reste de leurs familles et ceux qui refusent de se convertir sont tués. Les femmes et les filles, certaines n'ayant que neuf ans, sont vendues aux marchés des esclaves. Une femme, a estimé qu'elle avait été vendue 15 fois.

« Les victimes qui se sont échappées des griffes de Daech en Syrie décrivent comment elles ont enduré des viols brutaux, souvent sur une base quotidienne, et comment, quand elles ont essayé de s'échapper, elles ont été violemment battues et parfois soumises à des viols collectifs », a déclaré Viti Muntarhorn, membre de la Commission d'enquête.

Les garçons yézidis âgés de plus de sept ans sont enlevés à leur mère et transférés de force dans des camps de Daech en Syrie où ils sont endoctrinés et reçoivent une formation militaire.

« Daech n'a pas caché son souhait de détruire les Yézidis de Sinjar, et cela est l'un des éléments qui nous a permis de conclure que leurs actions constituent un génocide », a déclaré Carla Del Ponte, une autre membre de la Commission d'enquête.

La Commission d'enquête a réclamé la reconnaissance internationale du génocide visant les Yézidis. Elle a déclaré qu'il fallait faire plus pour assurer la protection de cette minorité religieuse au Moyen-Orient.

Haïti : le chef de l'ONU s'inquiète de l'incertitude politique



Un électeur vote au second tour des élections sénatoriales et législatives et au premier tour des élections présidentielles à Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, le 25 octobre 2015.
Photo : ONU / MINUSTAH / Logan Abassi

16 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est déclaré jeudi profondément préoccupé par l'incertitude politique continue en Haïti et a appelé l'Assemblée nationale à déterminer un arrangement viable pour la gouvernance provisoire.

« Le Secrétaire général note que cette situation se rajoute aux nombreux défis politiques et socio-économiques auxquels Haïti fait face », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« L'incertitude politique et les délais dans l'accomplissement du processus électoral ont le potentiel d'affecter négativement la stabilité dans le pays ainsi que le soutien de la communauté internationale envers Haïti », a-

t-il ajouté.

Le Secrétaire général a appelé l'Assemblée nationale « à prendre une décision de manière urgente et à déterminer un arrangement viable pour la gouvernance provisoire qui assure l'achèvement des élections et le retour à l'ordre constitutionnel plein et entier sans plus attendre ».

Il a invité toutes les parties prenantes à agir de façon responsable dans l'intérêt de leur pays et à s'abstenir de toute incitation ou participation à la violence.

Mercredi, la Représentante spéciale du Secrétaire général en Haïti, Sandra Honoré, et les autres membres du 'Core Group' (les Ambassadeurs du Brésil, du Canada, de l'Espagne, de la France, des États-Unis, de l'Union Européenne, et le Représentant spécial de l'Organisation des États américains) ont exprimé leurs préoccupations devant l'absence de mesures prises pour assurer la continuité institutionnelle au-



delà du 13 juin, tel que prévu dans l'accord du 5 février. Dans un communiqué de presse conjoint, ils ont demandé à l'Assemblée nationale haïtienne « d'agir et de parvenir à une solution qui évite un vide institutionnel et facilite le retour à l'ordre constitutionnel par la tenue d'élections sans délais ».

Le processus électoral entamé en 2015 en Haïti n'a toujours pas été achevé. La semaine dernière, l'ONU et ses partenaires en Haïti avaient pris note de la présentation du nouveau calendrier électoral par le Conseil électoral provisoire et avaient exhorté les acteurs haïtiens à respecter ce calendrier.

Des célébrités se joignent à une campagne du HCR appelant les gouvernements à agir pour aider les réfugiés



Un réfugié de Syrie embrasse sa fille en pleurs après avoir atteint l'île grecque de Lesbos (photo archives). Photo HCR/Achilleas Zavallis

16 juin - A quelques jours de la Journée mondiale des réfugiés, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a lancé mercredi une campagne demandant au grand public à travers le monde d'être solidaire #Aveclesréfugiés.

Dans un message vidéo, plus de 60 célébrités mondiales se joignent aux réfugiés et aux travailleurs humanitaires afin de relayer le message « nous sommes solidaires avec les réfugiés, soutenez notre action svp ».

Une pétition appelle les gouvernements à agir au bénéfice des personnes déracinées à travers le monde.

La campagne vise à démontrer le soutien du grand public aux familles obligées de fuir alors qu'on observe une hausse dramatique des déplacements de populations suite au conflit et à la persécution d'une part, et à des niveaux inquiétants d'hostilité dans la rhétorique anti-réfugiés ainsi qu'à des restrictions accrues dans les systèmes d'asile d'autre part. La pétition sera remise en septembre avant une réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU qui aura pour thème la réponse aux mouvements massifs de réfugiés et de migrants, a précisé le HCR dans un communiqué de presse.

Plus précisément, la pétition demande à tous les gouvernements d'assurer que chaque enfant réfugié soit scolarisé, que chaque famille réfugiée puisse vivre en lieu sûr, que chaque réfugié puisse travailler ou acquérir de nouvelles compétences afin de contribuer à sa communauté.

« Nous sommes au milieu d'une crise de déplacement catastrophique qui a déjà déraciné des millions de familles innocentes, et qui a été le théâtre de trop de pertes en vies humaines en quête désespérée de sécurité. La solution ultime est politique », déclare l'Ambassadrice de bonne volonté Cate Blanchett, qui apparaît dans la vidéo tournée au camp de réfugiés de Zaatari en Jordanie.

« Nous avons besoin de paix et de stabilité. En attendant, nous - en parlant tous d'une seule voix - pouvons et devons jouer notre rôle. Nous devons exiger que tous les pays partagent la responsabilité pour aider les réfugiés et leur assurer la protection, un abri et la chance de vivre une vie productive. Si nous sommes suffisamment à être solidaires, alors notre voix sera entendue », ajoute-t-elle

D'autres Ambassadeurs de bonne volonté du HCR se sont joints à Cate Blanchett dans cette vidéo, et notamment l'auteur Khaled Hosseini ainsi qu'Alek Wek, mannequin et ancienne réfugiée.

D'autres ont fait connaître leur soutien et, parmi eux, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, des chefs religieux : l'archevêque Desmond Tutu et le Vénérable V.Vajiramedhi ainsi que des acteurs : Benedict Cumberbatch, Chiwetel Ejiofor,

Margot Robbie, Ben Stiller, Helen Mirren et des chanteurs : Juanes, Mika, Maher Zain et Babaa Maal.

Le nombre de personnes forcées de fuir leur foyer à cause d'un conflit et de la persécution est aujourd'hui à son plus haut niveau depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

« Nous subissons actuellement une période d'aggravation des conflits et des troubles dans le monde, ce qui a forcé de nombreuses personnes - bien davantage qu'auparavant - à fuir leurs foyers », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi. « Elle nous touche et nous concerne tous, et ce qu'il faut, c'est de la compréhension, de la compassion et une volonté politique pour se réunir et trouver de vraies réponses au sort des réfugiés. C'est devenu un défi majeur de notre temps ».

« La campagne et la pétition #Aveclesréfugiés visent à amplifier les messages de bienvenue et à montrer que le monde est solidaire avec les réfugiés », a-t-il ajouté.

Bahreïn : Ban Ki-moon s'inquiète de la tendance actuelle à museler l'opposition



Des manifestants à Manama, à Bahreïn, en décembre 2011.
Photo Al Jazeera English

16 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est déclaré jeudi préoccupé par les mesures récemment prises par les autorités de Bahreïn dans le but de museler l'opposition politique du pays.

« Ces actes comprennent la dissolution d'Al Wefaq, le plus grand groupe politique d'opposition ; l'arrestation, une nouvelle fois, du défenseur des droits de l'homme et fondateur du Centre de Bahreïn pour les droits de l'homme, Nabil Rajab ; et l'allongement de la peine d'emprisonnement du Cheikh Ali Salman, d'Al Wefaq », a précisé le porte-parole

du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

Le Secrétaire général s'est également dit consterné par les rapports suggérant que des défenseurs et militants des droits de l'homme à Bahreïn ont été « intimidés et même privés de leur citoyenneté » pour avoir entrepris des activités pacifiques visant à promouvoir les droits de l'homme, ainsi que pour avoir « exercé légitimement leurs droits à la liberté d'expression et d'association ».

Le chef de l'ONU s'est inquiété du fait que les mesures prises contre l'opposition risquaient de saper les réformes entreprises par le Roi Hamad ibn Isa Al Khalifa et de réduire les chances d'instaurer un « dialogue national inclusif dans l'intérêt de tous les peuples du Royaume ».

M. Ban s'est dit convaincu que la mise en œuvre effective des recommandations de la Commission d'enquête indépendante de Bahreïn, de l'Examen périodique universel et de l'institution nationale des droits de l'homme engendrerait une amélioration de la situation des droits humains dans le pays et constituerait une « avancée significative pour adresser les préoccupations et griefs de ses citoyens ».

Le chef de l'ONU encourage les autorités de Guinée à accélérer les progrès vers la consolidation de la paix



Scène de rue à Conakry, la capitale de la Guinée. Photo Banque mondiale/Dominic Chavez

16 juin - Alors qu'il se trouvait en visite à Saint-Pétersbourg, en Russie, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rencontré jeudi le Président de la Guinée, Alpha Condé, qu'il a encouragé à accélérer les progrès vers la consolidation de la paix dans son pays.

« Le Secrétaire général a félicité le Président Condé pour son engagement à moderniser l'économie de la Guinée et à mettre en œuvre des réformes fondamentales dans les secteurs de la sécurité et de la justice », a précisé son porte-parole dans un compte rendu de la rencontre.

« Il a encouragé le gouvernement de la Guinée à accélérer les progrès vers la consolidation de la paix et de la stabilité dans le pays et a souligné la volonté des Nations Unies d'accompagner les acteurs nationaux dans la mise en œuvre de l'accord du 20 août 2015 » a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général s'est dit reconnaissant de la contribution de la Guinée à Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA), compte tenu de la menace croissante posée par les groupes terroristes et extrémistes violents qui menacent la stabilité et la sécurité du Mali et de la région.

Dans ce contexte, M. Ban a dit compter sur le soutien de la Guinée à son Plan d'action pour prévenir l'extrémisme violent.

A Saint-Pétersbourg, Ban Ki-moon appelle la Russie à poursuivre ses réformes pour une économie durable



Le Secrétaire général Ban Ki-moon au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, en Russie. Photo ONU/Rick Bajornas

16 juin - A l'occasion d'une visite à Saint-Pétersbourg, en Russie, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé jeudi le pays à poursuivre les réformes économiques en cours pour limiter sa consommation d'énergie, réduire sa dépendance économique aux exportations pétrolières, construire des infrastructures durables et améliorer l'intégration économique et la coopération en Europe.

« La Russie dispose d'un potentiel scientifique considérable pour développer des technologies visant à atténuer les effets néfastes des changements climatiques », a dit le chef de l'ONU dans un discours prononcé au Forum économique international de Saint-Pétersbourg. Il a précisé que le pays avait d'ores et déjà rénové de nombreuses installations de production et réformé ses processus industriels afin de réduire l'intensité énergétique de son économie.

Le Secrétaire général a également invité la Russie à diversifier son économie pour réduire sa dépendance aux exportations de combustibles fossiles.

« Le Forum de Saint-Pétersbourg de cette année comprend à juste titre une réunion sur 'la vie après le pétrole'. Je suis convaincu que les ingénieurs et entrepreneurs russes pourront aider le monde à inaugurer un nouvel avenir énergétique », a-t-il déclaré.

Sur le plan des infrastructures, alors que la Russie réalise actuellement des

investissements très importants dans ce domaine, M. Ban a demandé au pays de le faire de façon durable, pour éviter de perpétuer de mauvaises approches.

A ce titre, il a salué les signes selon lesquels la Russie semblerait vouloir coopérer avec de nouvelles institutions, telles que la Nouvelle Banque de développement et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, pour financer des infrastructures durables.

« Je voudrais également souligner l'importance cruciale de l'intégration économique et de la coopération dans cette région », a ajouté M. Ban, insistant sur le besoin de développer le commerce, le transport et le tourisme en Europe d'ici 2030, mais aussi d'améliorer la coopération entre la Russie et les pays occidentaux sur les questions régionales et mondiales.

Le chef de l'ONU s'est toutefois dit profondément préoccupé par les pressions croissantes auxquelles fait face la société civile.

« Des lois restrictives portent atteinte aux droits des médias et aux libertés, ainsi qu'au financement des défenseurs des droits de l'homme et des organisations non-gouvernementales », a-t-il regretté, condamnant les arrestations arbitraires, les peines de prison sévères et l'usage excessif de la force.

Ce rétrécissement de l'espace démocratique, a estimé le Secrétaire général, est une menace contre la bonne gouvernance, le développement durable et la paix.

« Les restrictions contre les défenseurs des droits de l'homme et d'autres ONG ralentissent le progrès. Le silence des médias fait taire les voix dont nous avons besoin pour tenir les dirigeants pour responsables », a-t-il déclaré.

M. Ban s'est dit convaincu que la société civile russe a un rôle important à jouer dans la conception et la mise en œuvre des réformes économique dont le pays a besoin.

« Quand la société civile peut jouer pleinement son rôle, l'ensemble de la société en bénéficie », a dit le Secrétaire général.

Burundi : l'ONU débloque des fonds pour tenter de résoudre la crise par le dialogue



Dans le camp de réfugiés de Ndutu en Tanzanie, Abdul Yamuremye et sa famille ont fui la violence au Burundi.
Photo HCR/Benjamin Loyseau

16 juin - L'ONU a annoncé jeudi avoir alloué près d'un million de dollars pour soutenir ses efforts sur le terrain en vue de résoudre la crise actuelle au Burundi par le dialogue.

Dans un communiqué de presse, l'Organisation a indiqué que son Fonds pour la consolidation de la paix avait transféré près d'un million de dollars au bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour le Burundi, Jamal Benomar, afin de soutenir l'une de ses initiatives pour résoudre pacifiquement le conflit.

« Ce financement tombe à pic », a salué de son côté M. Benomar. « Il appuiera nos efforts en cours pour entamer un dialogue inclusif et sincère, ce qui est la clé pour résoudre de la crise actuelle au bénéfice du peuple burundais ».

Le projet ainsi financé par le Fonds pour la consolidation de la paix vise à créer un environnement propice à un processus de paix réussi au Burundi.

L'ONU a par ailleurs précisé que le soutien du Fonds sera « flexible et secondé

par d'autres initiatives financées par ce même Fonds dans le pays, y compris un soutien dédié aux femmes et aux jeunes ».

Les organisations de producteurs forestiers et agricoles sont les moteurs du développement durable, selon la FAO



Des travailleurs agricoles dans une ferme produisant des fraises en Argentine. Photo Banque mondiale/Nahuel Berger

16 juin - Les organisations de producteurs forestiers et agricoles sont essentielles pour faire face à la demande croissante en denrées alimentaires et en produits forestiers, améliorer les conditions de vie des communautés rurales et réaliser les Objectifs de développement durable (ODD), selon un nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Dans ce document présenté aux Journées européennes du développement, qui se déroulent du 15 au 16 juin à Bruxelles, en Belgique, la FAO appelle les gouvernements, les partenaires de développement, la société civile et le secteur privé à soutenir davantage les organisations de producteurs forestiers et agricoles afin d'améliorer leur contribution majeure en faveur du développement mondial durable.

« Grâce aux services proposés à leurs membres, aux contributions apportées aux économies locales et à leur implication croissante dans l'élaboration de politiques, ces organisations contribuent fortement à la réalisation des Objectifs de développement durable, procurant des avantages aussi bien à leurs membres qu'aux populations et au monde entier », a déclaré Jeffrey Campbell du Département des forêts de la FAO, responsable du Mécanisme forêts et paysans (FFF), un partenariat entre institutions.

Les organisations de producteurs forestiers et agricoles prennent la forme d'associations formelles ou informelles créées par leurs membres afin de répondre à leurs propres besoins.

En Zambie, par exemple, les associations dans les circonscriptions encouragent les agriculteurs à planter des arbres dans le cadre de leurs activités agricoles. En plus de contribuer à la réduction du taux national de déforestation - qui est l'un des plus élevés au monde avec plus de 250.000 hectares concernés chaque année - planter des arbres leur permet de générer de nouvelles sources de revenus.

Les petits exploitants agricoles peuvent cultiver des fruits afin d'améliorer l'alimentation des ménages ou les vendre pour percevoir un revenu supplémentaire. Ils peuvent également mettre en place des petits boisés qui serviront de combustible pour la cuisine et de fourrage pour les animaux, leur faisant ainsi gagner du temps sur le ramassage du bois.

En Bolivie, les membres d'une association regroupant de petits et moyens producteurs d'arachides, de café et d'autres produits biologiques collaborent pour cultiver sans produits chimiques, ce qui leur permet d'avoir des produits certifiés biologiques et donc de réaliser des gains plus importants.

L'association cherche constamment à élargir la gamme de fruits et de noix déjà commercialisés, en proposant aux agriculteurs de nouvelles alternatives pour diversifier leurs revenus et leur apporter une valeur ajoutée.

L'agroforesterie biologique contribue également à la protection des forêts tropicales sèches, en évitant d'avoir recours à des pratiques agricoles susceptibles de nuire à l'environnement.

Au Vietnam, les producteurs d'acacias démontrent que la collaboration entre les

organisations de producteurs forestiers et agricoles peut s'avérer extrêmement fructueuse. Au début, les membres du groupe se sont réunis pour échanger des informations. Ils n'avaient pas d'argent pour investir dans la transformation et ont donc commencé à vendre du bois individuellement aux intermédiaires locaux, ne faisant que très peu de profit.

Combattre la désertification : protéger la Terre, remettre les sols en état, mobiliser les populations



16 juin - Les Nations Unies célèbrent vendredi 17 juin la Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse avec pour slogan cette année : « Protéger la planète. Remettre les sols en état. Mobiliser les populations ».

« Faute de solution à long terme, la désertification et la dégradation des sols n'auront pas seulement une incidence sur les disponibilités alimentaires, elles mèneront aussi à une augmentation des migrations et constitueront une menace à la stabilité de nombreuses nations et régions », a dit le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un message.

Cette année, la Journée met l'accent sur l'importance d'une coopération inclusive afin de restaurer et de réhabiliter les sols dégradés, et en vue de réaliser les objectifs de développement durable partout dans le monde.

En 1994, l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré le 17 juin Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse pour sensibiliser l'opinion publique à ce problème et mettre en application la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification dans les pays éprouvés par de sérieuses sécheresses et/ou par la désertification, particulièrement en Afrique.